

COMITE PERMANENT INTERETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL (CILSS)

DIRECTION DES PROJETS ET PROGRAMMES

SERVICE ECOLOGIE - ENVIRONNEMENT

17)
17 A P P O R T D E 17) / 17 I S S I O N
.....

- Travaux du Groupe d'experts pour le financement des opérations de conservation des ressources naturelles dans les pays en voie de développement.
- Séances de travail avec le Bureau des Nations Unies pour la Région Soudano-Sahélienne (UNSO)
(Washington DC, New York City, 14 - 21 Sept. 1988)

R A P P O R T D E M I S S I O N

Le présent rapport de mission comporte deux parties distinctes :

1. Compte Rendu des travaux du groupe d'experts pour le financement des opérations de conservation des ressources naturelles dans les pays en voie de développement.

2. Séances de travail avec le Bureau des Nations Unies pour la Région Soudano-Sahélienne (UNSO).

A. - COMPTE RENDU DES TRAVAUX DU GROUPE D'EXPERTS POUR LE FINANCEMENT DES OPERATIONS DE CONSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.

Sur invitation intuitu personae du "World Resources Institute" des travaux du groupe sus mentionné se sont tenus à Washington DC les 15 et 16 Septembre 1988 avec :

- Mmes Malu Suwana - Secrétaire Générale de la Fondation SVITA (Thaïlande)
Michaela Walsh - Présidente de la "Women's World Banking" à New York.
- MM. - Roque Sevilla - Président de la Fondation Natura (Equateur)
 - Alexander Shakow - Directeur de la Planification Stratégique à la Banque Mondiale (Washington . DC)
 - Konrad Von Moltke - Membre de la Fondation Conservation (Etats Unis)
 - Adolfo Mascarenhas - Directeur de l'UICN pour la région de l'Afrique Australe (Zimbabwe)
 - Jeffrey Mcneely - Directeur Adjoint pour la conservation à l'UICN (Suisse)
 - Celso Roque - Sous Secrétaire pour l'Environnement et la recherche (Philippines)
 - Gérald West - Vice Président de l'office du Développement (USA)
 - George Clark - Vice Président de la CITI BANK à New York City
 - Anthony Fairclough - Directeur Général Adjoint pour le Développement (Belgique)
 - Basil Kavalsky - Directeur de la mobilisation des ressources à la Banque Mondiale
 - Mounkaila Goumandakoye - Chef Service Ecologie Environnement CILSS, Ouagadougou (Burkina Faso).

Le présent rapport de mission comporte deux parties

distinctes :

1. Compte rendu des travaux du groupe d'experts pour la finan-
cement des opérations de conservation des ressources naturelles
dans les pays en voie de développement.
2. Séances de travail avec le Bureau des Nations Unies pour
la Région Soudano-Sahélienne (UNSO).

A. - COMPTE RENDU DES TRAVAUX DU GROUPE D'EXPERTS POUR LE
FINANCEMENT DES OPERATIONS DE CONSERVATION DES RESSOURCES
NATURELLES DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.

20. Fondation internationale pour la "World Resources
Institut" des travaux du groupe aux mentions se sont tenus à
Washington DC les 12 et 13 Septembre 1985 avec :

- Mme Main Sowma - Secrétaire Générale de la Fondation
SVITA (Thaïlande)

- Michaela Walsh - Présidente de la "Women's World Bank"
à New York.

- MM. - Rodas Sevilis - Président de la Fondation Walter (Espagne)
- Alexander Shakov - Directeur de la Fondation Stratégie
dans la Banque Mondiale (Washington DC)

- Konrad von Moltke - Membre de la Fondation Conservation
(Etats Unis)

- Adolfo Mascarenhas - Directeur de l'UNEP pour la Région de
l'Afrique Australe (Zimbabwe)

- Jeffrey Monnelly - Directeur Adjoint pour la conservation
à l'UNEP (Suisse)

- Celso Rodas - Sous Secrétaire pour l'Environnement et la
Recherche (Philippines)

- Gerald West - Vice Président de l'Office de Développement (USA)
- George Clark - Vice Président de la CITI BANK à New York City

- Anthony Fairclough - Directeur Général Adjoint pour le Développement
(Belgique)

- Basil Kavalyak - Directeur de la mobilisation des ressources à la Banque
Mondiale

- Moudkila Goumandakoye - Chef Service Ecologie Environnement CILSS,
Ouagadougou (Burkina Faso).

Les travaux ont porté sur l'examen d'un certain nombre de recommandations visant à une mobilisation plus accrue de ressources financières pour la conservation des ressources naturelles dans les pays développés.

L'idée maîtresse est d'identifier de nouvelles formules de financement qui permettraient au secteur privé de s'intéresser au financement d'opérations de conservation des ressources naturelles.

Il y a lieu d'indiquer que cette option d'intéressement du secteur privé, des banques et institutions financières diverses ne peut s'avérer concluante que dans les régions à hautes potentialités permettant une exploitation rentable des ressources.

Le critère de la rentabilité souvent mis en exergue est en réalité très ambiguë et sujette à controverses quand il s'agit du domaine de la lutte contre la sécheresse et la désertification.

Somme toute, pour les pays sahéliens, il faudra plutôt considérer le critère de la performance économique permettant de retenir des actions apportant la plus grande contribution au développement économique des pays. Les résultats des actions à exécuter ne doivent pas se circonscrire à la recherche de la rentabilité des capitaux investis par les entreprises privées ou à l'équilibre financier des services publics ; ils doivent intégrer les analyses de référence (situation socio-économique et écologique sans intervention de projet, comparé avec la situation avec projet) ; les coûts et avantages non ou difficilement monétarisables (redressement de la fertilité des sols, efforts induits sur la balance des paiements, sauvegarde des aires menacées de perte de leur potentiel biologique...).

Il a été retenu la réalisation d'une étude sur 15 mois pour mieux cerner la question de financement des opérations de conservation de ressources naturelles. La création d'un Fonds International pour la réalisation de projets sur des bases novatrices a reçu l'aval du "World Resources Institute", du PNUD, de l'USAID et de l'ACDI.

Il est prévu des séminaires dont un pour l'Afrique Occidentale à Dakar ou à Abidjan probablement en Mai 1989 pour examiner

Les travaux ont porté sur l'analyse des besoins de recherche
scientifiques visant à une mobilisation plus active de ressources
financières pour la conservation des ressources naturelles dans les
pays développés.

L'analyse a permis de constater que les nouvelles formes
de financement qui permettent au secteur privé de s'intéresser
au financement d'opérations de conservation des ressources naturelles
sont :

Il y a lieu d'indiquer que cette option s'inscrivant
du secteur privé, des données et informations financières diverses
ne peut s'appliquer que dans les régions à hautes potentialités
biologiques permettant une exploitation rentable des ressources.

Le critère de la rentabilité ne peut être mis en œuvre que
en raison très limitée de sujets à controverses quand il s'agit
du domaine de la lutte contre la désertification.

Comme nous l'avons vu, pour les pays en développement, la lutte contre
la désertification est une priorité de la performance économique permettant de
réaliser des actions apportant la plus grande contribution au développement
économique des pays. Les résultats des actions à exécuter
ne doivent pas se limiter à la recherche de la rentabilité des
opérations investies par les entreprises privées ou à l'équilibre
financier des services publics : ils doivent intégrer les analyses
de référence (évaluation socio-économique et écologique sans intervention
de projet, comparée avec la situation avec projet) ; les
coûts et avantages non ou difficilement monétarisables (pertes de
fertilité des sols, efforts humains, la balance des
écosystèmes, l'augmentation des aires menacées de perte de leur potentiel
biologique, etc.).

Il a été relevé la réalisation d'une étude sur 15 mois
pour mieux cerner la question du financement des opérations de conservation
des ressources naturelles. La création d'un Fonds International
pour la réalisation de projets sur des bases nouvelles a
permis l'aval du "World Resources Institute", du FNUD, de l'USAID et
de l'ACDI.

Il est prévu des réunions, dont au moins l'Assemblée Générale
à Dakar en 1983, pour examiner

les questions précitées sous l'angle de la réalité Ouest Africaine et pour sensibiliser le secteur privé au financement des actions de conservation des ressources naturelles.

B. - SEANCES DE TRAVAIL AVEC L'UNSO

Les séances de travail se sont tenues les 19 et 20 Sept. 1988 au Siège de ladite Organisation à New York avec Mr. Augustin Mandeng. La mission a pu au terme des discussions, rencontrer Mr. Peter Branner, Directeur de l'UNSO et Mr. Samuel Nyombe Directeur adjoint.

Il y a lieu de mentionner l'esprit de collaboration constructive, de disponibilité et le franc désir de coopération de l'UNSO.

Les points ci-après ont fait l'objet d'un examen par les deux parties qui ont abouti aux conclusions suivantes :

1. - Concertations périodiques CILSS/UNSO

Le Bureau des Nations Unies pour la Région Soudano-Sahélienne (UNSO) propose la période de Novembre 1988 pour la prochaine concertation CILSS/UNSO à Ouagadougou à des dates qui seront fixées par le CILSS.

2. - Suivi de la dynamique de la désertification

L'UNSO a marqué un vif intérêt pour la réalisation d'un programme de suivi de la dynamique de la désertification. Le CILSS envisage dès Octobre 1988, de démarrer la phase préparatoire du programme par une consultation visant à faire la synthèse de toutes les études et travaux existants en la matière tant au niveau des Etats qu'au niveau régional. Cette synthèse sera complétée par une étude comparative de photos aériennes et images satellites (1972-1987) à effectuer par le CRTO sur financement de l'UNSO. Les travaux de consultation précités et l'étude comparative du CRTO constitueront un document unique qui servira de base à une concertation CILSS/UNSO pour l'édification et la réalisation effective du programme.

les questions prioritaires sous l'angle de la réalité Ouest Africaine
et pour faciliter le dialogue entre le financement des actions
de conservation des ressources naturelles.

2. - SEANCES DE TRAVAIL AVEC L'UNESCO

Les seances de travail se sont tenues les 19 et 20 Sept.
1988 au siege de l'Indice Organisation à New York avec Mr. Augustin
Mabonga. La mission a pu au terme des discussions, rencontrer
Mr. Peter Branner, directeur de l'UNESCO et Mr. Samuel Nyongwa Directeur
général adjoint.

Il y a lieu de mentionner l'aspect de collaboration com-
mune, la disponibilité et le franc désir de coopération de
l'UNESCO.

Des points d'après ont fait l'objet d'un examen par les
deux parties qui ont abouti aux conclusions suivantes :

1. - Coopération scientifique CILSS/UNESCO

Le Bureau des Nations Unies pour la Région Sahelienne
Sahélienne (UNESCO) propose la période de Novembre 1988 pour la pro-
chaine conférence CILSS/UNESCO à Ouagadougou à des dates qui seront
fixées par le CILSS.

2. - Suivi de la dynamique de la désertification

L'UNESCO a marqué un vif intérêt pour la réalisation d'un
programme de suivi de la dynamique de la désertification. Le CILSS
envoie dès Octobre 1988, de nombreux la phase préparatoire du
programme par une consultation visant à faire les synthèses de toutes
les études et travaux existants en la matière tant au niveau des
Etats qu'au niveau régional. Cette synthèse sera complétée par une
étude comparative de photos aériennes et images satellitaires (1972-
1987) à effectuer par le CILSS au financement de l'UNESCO. Les travaux
de consultation prévus ont été réalisés comparativement au CILSS consistant
à faire un document unique qui servira de base à une consultation
CILSS/UNESCO pour l'élaboration et la réalisation effective du programme.

D'autres partenaires de coopération (UNEP, Club du Sahel...) seraient associés à la concertation qui pourrait avoir lieu en Avril 1989.

3. - Séminaire-atelier sur la gestion des ressources naturelles

Le séminaire sera organisé avant le démarrage de la phase d'exécution du programme de suivi de la dynamique de la désertification afin de préparer les techniciens des Etats à la collecte et à l'analyse des données relatives à la nature de la désertification, son ampleur et son mode évolutif. Il s'agira en fait d'une formation des cadres appelés à constituer le réseau de suivi de la dynamique de la désertification au Sahel.

4. - Programme Energies Domestiques

L'UNSO est plutôt favorable à un projet de "production artisanale organisée" de foyers améliorés. L'étude de faisabilité est déjà en cours d'achèvement. Elle reste toutefois disponible pour se joindre au CILSS dans la réalisation d'un programme précis d'énergies domestiques qui recevrait l'aval de l'UNIFEM.

L'UNSO souhaiterait que le CILSS supporte l'idée de réalisation d'une étude sur les possibilités d'exploration et exploitation du pétrole et du gaz dans la zone soudano-sahélienne. Selon les observations sur plus de onze (11) ans de la "Union Oil Co.", des Etats Unis, des réserves pétrolières localisées en Afrique sont considérées comme économiquement inexploitable alors que celles des USA de mêmes dimensions sont exploitées par diverses compagnies. En Afrique, ce sont généralement de grandes compagnies pétrolières qui font les investigations et émettent leurs appréciations. Elles sont guidées par des considérations financières et sont assujetties aux lois du marché mondial. Il est donc compréhensible que pour ces grandes compagnies, les petites réserves des pays enclavés, en raison des coûts de forage et de transport, présentent peu d'intérêt.

Cependant, en utilisant des technologies à faibles coûts et en orientant la production pour les besoins locaux, il est possible d'atteindre pour ces pays l'objectif de l'autosuffisance énergétique et de la lutte contre la déforestation accélérée.

D'autres partenaires de coopération (UNEP, CNUCED, Banque mondiale) seraient associés à la coopération qui pourrait avoir lieu en avril 1982.

2. - Séminaire-Atelier sur la situation des ressources naturelles

Le séminaire sera organisé avant la décade de la phase d'exécution du programme de suivi de la dynamique de la déforestation afin de préparer les techniciens des Etats à la collecte et à l'analyse des données relatives à la nature de la déforestation, son ampleur et son mode d'évolution. Il s'agira en fait d'une formation des cadres chargés de collecter le réseau de suivi de la dynamique de la déforestation au Sahel.

3. - Programme Energies Domestiques

L'UNESCO est plutôt favorable à un projet de production artisanale centralisée, de foyers améliorés, d'éclairage domestique, etc. déjà en cours d'achèvement. Elle reste toutefois disponible pour se joindre au CILSS dans la réalisation d'un programme précis d'énergies domestiques qui résoudrait l'avis de l'UNITEM.

L'UNESCO appuierait que le CILSS appuie l'idée de réalisation d'une étude sur les possibilités d'exploitation et exploitation du pétrole et du gaz dans la zone sahélo-saharienne. Selon les observations que nous avons faites (1) dans la région du Sahel, les Etats Unis, les réserves pétrolières localisées en Afrique sont considérées comme économiquement inexploitablement alors que celles des USA de même dimension sont exploitées par diverses compagnies. En Afrique, on ne généralise pas le même comportement énergétique. Elles ont fait les investissements et ont obtenu leurs approvisionnements. Elles sont guidées par des considérations financières et sont assujetties aux lois du marché mondial. Il est donc compréhensible que pour ces grandes compagnies, les petites réserves des pays enclavés, en particulier des pays du Sahel, ne présentent pas d'intérêt.

Cependant, en utilisant des technologies à faibles coûts et en orientant la production pour les besoins locaux, il est possible d'accéder pour ces pays à l'objectif de l'autosuffisance énergétique et de la lutte contre la déforestation accélérée.

Petroleum Engineering de Marietta College (OHIO, USA) et le Département de Chemistry and Geology (Université de Rochester) sont intéressés pour conduire une étude de faisabilité sur les possibilités de prospection et d'exploitation des réserves de pétrole et de gaz dans la zone soudano-sahélienne.

L'UNSO indique qu'une requête du CILSS dans ce sens lui permettrait d'initier ladite étude de faisabilité. Cette requête du CILSS de toute évidence ne peut être adressée qu'après accord des Etats, ce qui nécessiterait une consultation préalable.

5. - RESADOC

L'UNSO a reçu de l'INSAH des propositions pour le financement des activités à exécuter dans le cadre du RESADOC. Ces propositions sont actuellement à l'étude.

6. - Programme d'information multi-média et journées CILSS

Le document de base du "PRISME" a été transmis à l'UNSO qui souhaiterait disposer de propositions concrètes quant à sa contribution aux journées CILSS d'une part et au PRISME d'autre part.

7. - Communications avec les ONG

Dans ce domaine, l'UNSO s'interroge sur les types d'actions à engager en direction des ONG qu'elle trouve très disparates et dont la définition mérite d'être mieux précisée. Il y a lieu de faire parvenir à l'UNSO les résultats des démarches entreprises par le CILSS pour la création du Bureau Sahélien de liaison et de coordination des ONG.

8. - Projets AGIR, Protection des végétaux, et Programmes Sahélien pour d'éducation, FAPIS

L'UNSO interviendra dans le projet d'amélioration de la gestion des instituts de recherches au niveau des réseaux de recherches sur les plantes vivrières et la protection des végétaux.

est le Département de Chimie et Biologie (Université de Rochester) et le Département d'Ingénierie de l'Université de l'Ohio (OSU). Les deux départements ont une longue expérience dans l'étude de la toxicité des produits chimiques et de la protection des ressources de l'environnement.

L'UNESCO a financé une mission scientifique en 1972 dans ce pays pour étudier les ressources naturelles et les besoins de la population. Cette mission a été financée par le gouvernement des États-Unis et le gouvernement du Canada.

2. - RECAPITULATIF

L'UNESCO a financé une mission scientifique en 1972 dans ce pays pour étudier les ressources naturelles et les besoins de la population. Cette mission a été financée par le gouvernement des États-Unis et le gouvernement du Canada.

6. - Programme d'information multi-média et tournées d'information. Le document de base du "PROJET" a été présenté à l'UNESCO qui souhaiterait disposer de propositions concrètes quant à la contribution aux Journées OIES d'un pays de la région d'Asie.

7. - Communication avec les ONS

Dans ce domaine, l'UNESCO a interrogé sur les types d'actions à engager en direction des ONS qu'elle trouve très dispersées et dont la définition même n'est pas claire. Il y a lieu de faire parvenir à l'UNESCO les résultats des recherches entreprises par le CIES pour la création d'un Bureau National de liaison et de coordination des ONS.

8. - Résultats de la mission scientifique en 1972

L'UNESCO interviendra dans le projet d'amélioration de la gestion des habitats de recherche au niveau des réseaux de recherche sur les plantes vivrières et la protection des végétaux.

En ce qui concerne l'Unité de Coordination Technique Régionale en Protection des Végétaux (UCTR/PV), elle recevra un télécopieur au niveau de sa base à Bamako et neuf pour ses antennes dans les Etats.

Le programme sahélien d'éducation (niveau secondaire) bénéficiera de 95.000 \$ déjà disponibles pour l'Assistance préparatoire.

Quant au programme en aménagement pastorale intégré au Sahel (FAPIS), l'UNSO est disposée à examiner favorablement toute proposition concrète du CILSS.

9. - Appui aux CONACILSS du Tchad et du Cap Vert

Des propositions devraient être transmises à l'UNSO. Elles devront être présentées sous forme d'activités à réaliser par les CONACILSS.

10. - Sécurité alimentaire

La FAO avait été désignée pour effectuer l'étude sur le réseau villageois de sécurité alimentaire. Le travail réalisé n'a pas donné satisfaction. L'étude est donc à reprendre et pourra peut être s'exécuter dans le cadre de DIAPER II.

Etant donné la multitude d'organisations s'occupant de sécurité alimentaire, une concertation s'avère nécessaire particulièrement entre le CILSS, la CEAO et la CEDEAO. Le CILSS devra prendre le leadership et convoquer une réunion regroupant les organisations précitées. Le PNUD /UNSO est disposé à financer la-dite réunion.

11. - Etude de factibilité du programme régional de semences forestières.

L'UNSO renouvelle son intérêt pour la participation à la réalisation du programme régional de semences forestières. Cet intérêt semble se porter principalement sur les volets nationaux du programme. Elle attend de recevoir une requête précise du CILSS quant à sa contribution au financement des activités.

En ce qui concerne l'Unité de Coordination Technique Régionale en Protection des Végétaux (UCTRV), elle recevra un financement au niveau de la base à l'exception des dépenses dans les États.

Le programme régional d'éducation (niveau secondaire) bénéficiera de 25.000 \$ déjà disponibles pour l'assistance technique.

Quant au programme en aménagement paysager intégré au Sabel (FAO), l'UNSO est disposée à examiner favorablement toute proposition concernant le CILSS.

9. - Appui aux COMACILS du Tchad et du Cap Vert

Des propositions devraient être examinées à l'UNSO. Elles devront être présentées sous forme d'activités à réaliser par les COMACILS.

10. - Sécurité alimentaire

La FAO avait été désignée pour effectuer l'étude sur le réseau villageois de sécurité alimentaire. Le travail réalisé n'a pas donné satisfaction. L'étude est donc à reprendre et pourra peut-être s'exécuter dans le cadre de l'APR II.

Etant donné la multitude d'organisations s'occupant de sécurité alimentaire, une concertation s'avère nécessaire particulièrement entre le CILSS, la CEAO et la CEEAO. Le CILSS devra prendre le leadership et convier une réunion regroupant les organisations précitées. Le PNUD l'UNSO est disposé à financer la dite réunion.

11. - Etude de faisabilité du programme régional de semences forestières

L'UNSO renouvellera son intérêt pour la participation à la réalisation du programme régional de semences forestières. Cet intérêt réside en partie principalement sur les vols nationaux du programme. L'UNSO se réserve le droit de participer au CILSS dans la contribution au financement des activités.

12. - Concertation UNSO/CILSS/IGADD et CILSS/UNSO/OIG,
Consultation CILSS/UNSO/PNUD.

Le CILSS devra entrer en contact avec l'IGADD pour la préparation de consultations UNSO/CILSS/IGADD. Il devra proposer les thèmes à examiner dans le cadre du renforcement de la coopération entre les trois organisations. La période de tenue de la réunion pourra se situer en Juin ou Juillet 1989. Le lieu sera défini en consultation avec l'IGADD.

Des réunions CILSS/UNSO/OIG pourront se tenir sur des thèmes spécifiques à partir de suggestions à formuler par le CILSS et l'UNSO.

Il est prévu en outre une réunion annuelle du CILSS et de l'UNSO avec le PNUD et les Trust Funds qui lui sont affiliés (UNIFEM, DGIP, UNFIPA etc...). La prochaine réunion pourra se tenir à New York en 1989 à une date qui reste à définir. D'ores et déjà, l'UNSO se chargera de relancer un certain nombre d'actions conjointes CILSS/UNFPA et CILSS DGIP dans les domaines de :

- la valorisation des ressources humaines et la promotion de l'emploi au Sahel (CILSS/UNFPA) ;
- la recherche agricole, le développement urbain l'hydraulique humaine (CILSS/DGIP).

13. - Questions diverses

L'UNSO souhaiterait disposer d'un exemplaire des documents suivants :

- Colloque de Mindelo
- Etude sur les textes réglementaires et législatifs relatifs à la gestion des ressources naturelles. A ce niveau, il y a lieu de souligner l'intérêt de l'UNSO à contribuer au financement d'actions qui seraient induites par l'étude.

12 - Concentration des activités de l'UNESCO

Conclusions de la Conférence

La Conférence a examiné les activités de l'UNESCO pendant la période de 1954-1955. Elle a constaté que les activités de l'UNESCO ont été marquées par une certaine continuité et que les efforts ont été faits pour améliorer la coopération entre les États membres. La Conférence a également examiné les activités de l'UNESCO dans le domaine de la culture, de la science et de la coopération internationale. Elle a constaté que les activités de l'UNESCO ont été marquées par une certaine continuité et que les efforts ont été faits pour améliorer la coopération entre les États membres.

La Conférence a également examiné les activités de l'UNESCO dans le domaine de la culture, de la science et de la coopération internationale. Elle a constaté que les activités de l'UNESCO ont été marquées par une certaine continuité et que les efforts ont été faits pour améliorer la coopération entre les États membres.

Annexes

La Conférence a également examiné les activités de l'UNESCO dans le domaine de la culture, de la science et de la coopération internationale. Elle a constaté que les activités de l'UNESCO ont été marquées par une certaine continuité et que les efforts ont été faits pour améliorer la coopération entre les États membres.

La Conférence a également examiné les activités de l'UNESCO dans le domaine de la culture, de la science et de la coopération internationale. Elle a constaté que les activités de l'UNESCO ont été marquées par une certaine continuité et que les efforts ont été faits pour améliorer la coopération entre les États membres.

de l'UNESCO en 1954-1955.

La Conférence a également examiné les activités de l'UNESCO dans le domaine de la culture, de la science et de la coopération internationale. Elle a constaté que les activités de l'UNESCO ont été marquées par une certaine continuité et que les efforts ont été faits pour améliorer la coopération entre les États membres.

des Nations Unies.

13 - Questions diverses

La Conférence a également examiné les activités de l'UNESCO dans le domaine de la culture, de la science et de la coopération internationale. Elle a constaté que les activités de l'UNESCO ont été marquées par une certaine continuité et que les efforts ont été faits pour améliorer la coopération entre les États membres.

Les Nations Unies.

Colloque de l'UNESCO.

La Conférence a également examiné les activités de l'UNESCO dans le domaine de la culture, de la science et de la coopération internationale. Elle a constaté que les activités de l'UNESCO ont été marquées par une certaine continuité et que les efforts ont été faits pour améliorer la coopération entre les États membres.

La Conférence a également examiné les activités de l'UNESCO dans le domaine de la culture, de la science et de la coopération internationale. Elle a constaté que les activités de l'UNESCO ont été marquées par une certaine continuité et que les efforts ont été faits pour améliorer la coopération entre les États membres.

La Conférence a également examiné les activités de l'UNESCO dans le domaine de la culture, de la science et de la coopération internationale. Elle a constaté que les activités de l'UNESCO ont été marquées par une certaine continuité et que les efforts ont été faits pour améliorer la coopération entre les États membres.

La Conférence a également examiné les activités de l'UNESCO dans le domaine de la culture, de la science et de la coopération internationale. Elle a constaté que les activités de l'UNESCO ont été marquées par une certaine continuité et que les efforts ont été faits pour améliorer la coopération entre les États membres.

FOLLOW UP

1. - L'INSAH devra faire parvenir en toute diligence une requête à l'UNSO précisant la contribution souhaitée au projet de formation FAPIS (volets bourses de formation).
2. - Le CILSS devra préparer la rencontre du 22 et 23 Novembre 1988 avec l'UNSO en formulant des requêtes précises pour :
 - le programme de suivi de la dynamique de la désertification (Service Ecologie Environnement)
 - le séminaire atelier sur la gestion des ressources naturelles (Service Ecologie Environnement)
 - le programme Energies Domestiques (Service Eco-Envir.)
 - le programme d'information multi-média et journées CILSS (Services Doc.et Info et Direction Etudes et Planification)
 - le bureau sahélien de liaison et de coordination des ONG (Mr. DRABO)
 - le projet AGIR (INSAH)
 - l'appui aux CONACILSS du Tchad et du Cap Vert (DEP)
 - la sécurité alimentaire (DIAPER II)
 - Follow up à l'étude sur les législations de gestion des ressources naturelles
 - l'étude de factibilité du programme régional de semences forestières (Service Ecologie Environnement)

En outre, le CILSS devra préparer des propositions concrètes pour les rencontres :

- UNSO/CILSS/IGADD (DEP/DPP)
- CILSS/UNSO/OIG (" ")
- CILSS/UNSO/PNUD (" ")

Les préparations devront se faire courant Octobre 1988. Un mémo transmettant le présent rapport devra préciser à chaque service les types de documents à élaborer.

Il serait souhaitable que l'INSAH soit convié à la rencontre de Novembre 1988 notamment pour ce qui se rapporte au RESADOC, à AGIR et au FAPIS.

1 - L'INBAR devra faire parvenir en toute diligence le rapport à l'UNESCO concernant la coopération scientifique et projet de formation (tableaux des besoins de formation).

2 - Les CILS devront préparer la rencontre du 22 et 23 Novembre 1988 avec l'UNESCO en formulant des résolutions préliminaires pour :

- le programme de suivi de la dynamique de la désertification (Service Ecologie Environnementale)
- la séminaire relatif sur la gestion des ressources naturelles (Service Ecologie Environnementale)
- le programme d'activités domestiques (Service Eco-Environnement)
- le programme d'information multimedias et journaux CILS (Services Eco-Info et Direction Recherche et planification)

3 - Le Bureau africain de liaison et de coordination des ONG (Mr. DRABO)

- le projet AGIR (INBAR)
- l'appui aux comités de terrain de la Cap. West (CIC)
- la sécurité alimentaire (DIPRA II)
- l'impact sur les législations de gestion des ressources naturelles
- l'étude de faisabilité du programme régional de semences forestières (Service Ecologie Environnementale)

En outre, les CILS devront préparer des propositions concrètes pour les rencontres :

- UNESCO/CILS (DIPRA II)
- CILS/UNESCO (")
- CILS/UNESCO (")

Les propositions devront se faire courant Octobre 1988. Un memo transmettant le présent rapport devra parvenir à chaque service les types de documents à élaborer.

Il serait souhaitable que l'INBAR soit convoqué à la fin du mois de Novembre 1988 notamment pour ce qui se rapporte au REGADOC, à AGIR et au FAIR.

Recherche pour le dév., 01094
Rendement des cultures, 01077
Réseau d'information, 01085
Réseau hydrologique, 01037
Ressources énergétiques, 01083
Ressources halieutiques, 01027, 01055
Ressources naturelles, 01022, 01084
Richesse minière, 01004
Rizière, 01033
Roche, 01013
Royaume des Pays Bas, 01048
Ruissellement, 01005
Rwanda, 01098

S

Sahel, 01021, 01029, 01042, 01043, 01047, 01050, 01061,
01063, 01064, 01066, 01069, 01074, 01075, 01081,
01083, 01085, 01097
Sécheresse, 01003, 01023, 01073
Sélection variétale, 01009
Semence améliorée, 01011
Sénégal, 01032, 01077, 01082, 01093
Sigle, 01100
Site, 01013
Sol, 01004, 01005, 01007
Sorgho, 01009
Statistique des pêches, 01027
Stockage d'eau, 01001
Stratégie de dév., 01066, 01081
Surface cultivée, 01038
Système de culture, 01038
Système de production, 01084

T

Technique agricole, 01038
Technique de construction, 01025

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY